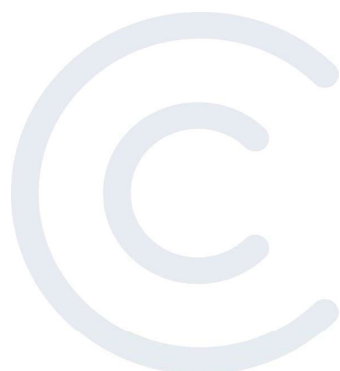




BEZIAT FIDUCIAIRE ET AUDIT

MISSION LOCALE JEUNES ALÈS-PAYS CEVENNES
RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31/12/2023



Commissariat aux comptes – Expertise-Comptable

20 boulevard Gambetta 30000 Nîmes
Mail : abeziat@auditbfa.fr . Tel : 04 66 26 10 10

SARL au capital de 16 650 €
RCS : Nîmes B 413 656 331 - SIRET : 413 656 331 00027



BEZIAT FIDUCIAIRE ET AUDIT S.A.R.L.
Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes

MISSION LOCALE JEUNES ALÈS-PAYS CEVENNES
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31/12/2023

Aux membres de l'Assemblée Générale,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association MISSION LOCALE JEUNES ALÈS-PAYS CEVENNES, sis au 11 avenue du Général de Gaulle - 30100 ALES, relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Provisions pour Indemnités de départ à la Retraite :

Comme indiqué dans la note « Règles et Méthodes Comptables – Engagements en matière d'indemnités de fin de carrière » de l'annexe des comptes annuels au 31 décembre 2023, l'association comptabilise dans ses comptes annuels une provision pour indemnité de départ à la retraite.

Nos travaux ont consisté :

- A apprécier les hypothèses retenues par l'association pour le calcul de la provision ;
- A vérifier qu'une information appropriée était donnée dans l'annexe des comptes annuels.

Subventions d'exploitation :

De manière générale, nos appréciations ont porté sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues pour la comptabilisation des subventions d'exploitation en conformité avec les conventions signées avec les partenaires financiers, telles que présentées dans le tableau de la dernière page de l'annexe (Annexe libre).

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.


Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nîmes, le 02 Avril 2024

S.A.R.L BEZIAT FIDUCIAIRE ET AUDIT
Signé électroniquement le 02/04/2024 par Aude Beziat

Aude BEZIAT

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	6 430	6 430		
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	52 020		52 020	52 020
	Constructions	1 204 860	117 097	1 087 764	1 005 757
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques, mat. et outillage indus.	33 210	14 217	18 993	25 635
	Autres immobilisations corporelles	62 189	46 898	15 292	23 701
	Immobilisations corporelles en cours				51 398
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	1 586		1 586	301 571
	Prêts				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres immobilisations financières	2 544		2 544	2 544
	TOTAL (I)	1 362 840	184 641	1 178 198	1 462 626
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	14 202		14 202	12 413
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
COMPTES DE REGULARISATION	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	349 023		349 023	315 328
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	843 806		843 806	482 088
	Charges constatées d'avance	42 299		42 299	
	TOTAL (II)	1 249 331		1 249 331	809 829
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	2 612 170	184 641	2 427 529	2 272 455

(1) dont droit au bail

(2) dont à moins d'un an

(3) dont à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	915 357	472 781
	Réserves pour projet de l'entité		
FONDS PROPRES	Autres		
	Report à nouveau		
	Excédent ou déficit de l'exercice	400 339	442 576
	Total des fonds propres (situation nette)	1 315 696	915 357
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
	Total des fonds propres	1 315 696	915 357
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	148 348	374 707
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
Fonds reportés et dédiés	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	148 348	374 707
Provisions	Provisions pour risques	80 720	98 462
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	80 720	98 462
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	645 079	681 251
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	81 112	75 794
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	156 574	106 884
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
DETTES (1)	Produits constatés d'avance		20 000
	Total des dettes	882 765	883 929
	Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF		2 427 529	2 272 455
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		400 338,84	442 575,67
(1) Dont à moins d'un an		274 513	239 276
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			97

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	12 100	13 540
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	2 505 773	2 463 744
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	39 467	44 331
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	89 781	90 478
CHARGES D'EXPLOITATION	Utilisations des fonds dédiés	374 707	72 960
	Autres produits	1	9
	Total des produits d'exploitation	3 021 829	2 685 063
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	1 032 998	905 964
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	91 840	73 070
	Salaires et traitements	911 182	820 038
	Charges sociales	347 162	284 758
	Dotation aux amortissements et dépréciations	93 215	52 656
	Dotation aux provisions		1 773
	Reports en fonds dédiés	148 348	102 816
	Autres charges	41	1
	Total des charges d'exploitation	2 624 785	2 241 075
RESULTAT D'EXPLOITATION		397 044	443 987

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

RESULTAT D'EXPLOITATION		397 044	443 987
PRODUITS FINANCIERS	De participation D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	13 339	4 019
	Total des produits financiers	13 339	4 019
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	6 762	5 431
	Total des charges financières	6 762	5 431
RESULTAT FINANCIER		6 577	(1 412)
RESULTAT COURANT avant impôts		403 621	442 576
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	300 000	
	Total des produits exceptionnels	300 000	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	116 300 000	
	Total des charges exceptionnelles	300 116	
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(116)	
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices		3 167	
TOTAL DES PRODUITS		3 335 168	2 689 082
TOTAL DES CHARGES		2 934 829	2 246 506
EXCEDENT ou DEFICIT		400 339	442 576
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature Prestations en nature Bénévolat		4 800	4 800
TOTAL		4 800	4 800
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations Personnel bénévole		4 800	4 800
TOTAL		4 800	4 800

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément au plan comptable général et aux spécificités prévues par le règlement ANC N°2018-06 applicable aux associations à compter du 1er janvier 2020 et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **2 427 529 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **3 335 168 euros** et un total **charges** de **2 934 829 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **400 339 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.

Il a une durée de **12** mois.

L'association a pour objectif :

- De promouvoir, soutenir, favoriser toute initiative visant à la prise en charge globale des problèmes des jeunes résidant sur les territoires de la Communauté d'Agglomération nommée Alès Agglomération, de la Communauté de Communes du Pays Grand Combien, Communauté des Communes Cèze Cévennes, Communauté des Communes Hautes Cévennes, Communauté des Communes du Piémont Cévenol, Communauté des Communes Vivre en Cévennes ainsi que ceux des jeunes résidant dans l'arrondissement et le bassin d'emploi d'Alès.
- De connaître et d'analyser les besoins et les demandes des jeunes en matière d'insertion sociale et professionnelle (formation, emploi, logement, santé, loisirs), puis de conduire une action globale pour la remise en jeu sociale et économique des jeunes.

Missions sociales réalisées :

Les principaux services proposés par l'association sont les suivants :

- Dispositif d'accompagnement en Insertion Professionnelle : PACEA (parcours d'accompagnement contractualisé vers l'emploi et l'autonomie qui remplace le CIVIS), PPAE (projet personnalisé d'accès à l'emploi), ANI Jeunes, IEJ (initiative pour l'emploi des jeunes), Garantie Jeunes...
- Dispositifs d'emplois : contrats aidés, alternance, engagement en lien avec l'entreprise, chantiers d'insertion, parrainage régional, Ne me donne pas je bosse...
- Dispositifs mobilité : Auto-école sociale, Ateliers mobilité...
- Dispositifs formation : CAP Emploi, CAP Avenir, Programme régional qualifiant...
- Dispositifs accompagnement social : Espace écoute jeune, bilan de santé, logement, ateliers...

La plupart de ces services sont réalisés en partenariat avec des associations ou des entreprises locales.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Description des moyens mis en œuvre :

Pour ce faire, il lui appartiendra, conformément au titre III de la loi du 19 décembre 1989 « Dispositions relatives à l'Insertion Professionnelle et Sociale des Jeunes » :

- D'accueillir, d'informer, de conseiller les jeunes, de les aider à bâtir un itinéraire qualifiant, personnalité, et de les suivre dans la mise en œuvre de leur projet.
- D'animer, de coordonner et de susciter des actions qui concourent à la réussite de ces projets, avec le souci d'une cohérence entre les aspirations professionnelles des jeunes et des possibilités du marché du travail, notamment en recherchant auprès des entreprises les possibilités d'accueil des jeunes, voire en contribuant à la création d'activités, d'entreprises ouvrant l'accès à l'emploi des jeunes.
- De procéder à l'évaluation des processus d'insertion professionnelle et sociale à partir des réalités sociales et industrielles locales, à la confrontation des pratiques pédagogiques engagées dans le crédit formation et les stages, à la communication des expériences et des acquis direction des divers partenaires.
- De susciter une interrogation et un dialogue permanent entre toutes les forces vives de chacune des communes pour que se dessine un nouvel espace social pour le jeune dans ses rapports avec les institutions dans ses possibilités d'accès au logement, à la culture, à l'emploi, dans ses relations avec le monde adulte.
- D'une manière plus générale, de mettre en œuvre tous les moyens susceptibles de conduire, directement ou indirectement, à la réalisation des objectifs définis ci-dessus, y compris le cas échéant, en élaborant ou en négociant elle-même des conventions visant à l'Insertion Sociale et Professionnelles des jeunes.
- De s'associer à la réalisation de tout programme visant l'adaptation et l'amélioration de l'action éducative et scolaire. »

Fonds dédiés :

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

	SOLDE N-1	DOTATION	REPRISE	SOL DE N
Projet NMDPJB	4 468	1 348	4 468	1 348
NMDPJB CD30	321	0	321	0
NMDPJB Alès	645	0	645	0
Logis Cévenol	0		0	0
Garantie Jeunes	369 273	147 000	369 273	147 000
Totaux	374 707	148 348	374 707	148 348

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les immobilisations dont la valeur est inférieure à 500€ HT sont passées en charges et suivies sur un inventaire non comptable.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La méthode de comptabilisation utilisée pour les frais d'acquisition, notamment les frais de notaire, a été la comptabilisation de ces frais en charges.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Subventions de fonctionnement

Les subventions sont comptabilisées selon le règlement ANC N°2018-06.

Pour chaque convention, les conditions générales d'octroi sont vérifiées de manière à s'assurer quelles puissent être comptabilisées en produit. S'il est estimé qu'il existe un risque de recouvrement ou de reversement, une provision pour risque est alors constatée. Par ailleurs, si les dépenses n'ont pas pu être engagées au titre de l'exercice et que l'objet de la convention pourra être réalisé sur l'exercice suivant, il est constaté un fonds dédié.

Financement Garantie Jeunes et Contrat d'Engagement Jeune (CEJ) : Méthode de comptabilisation depuis 2019

La réforme des modalités de financement des Missions locales engagée par l'Etat en 2019 a conduit à la globalisation dans une enveloppe unique des financements versées jusqu'alors au titre de la convention pluriannuelle d'objectifs (CPO) et de l'accompagnement de la Garantie Jeunes. Le calcul de la subvention Garanties Jeunes a été simplifié et intégré à la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2022.

A compter de la date de signature de la convention pluriannuelle d'objectifs (CPO), la contribution financière est comptabilisée en produits en compte 74.

Sur l'exercice 2019, une subvention exceptionnelle de 267 K€ a été allouée afin d'accompagner le passage à la gestion globalisée et annuelle des crédits versés par l'Etat. Cette subvention, ayant pour objectif de couvrir le financement des fins de parcours des personnes accompagnées, a été constatée en fonds dédié dès 2019. En 2022, il a été décidé de maintenir ce fonds dédié pour permettre de couvrir les fins de parcours des jeunes en CEJ. Suite à la fin des parcours de la Garantie Jeunes en 2023, ce fonds dédié a été repris et figure donc dans les produits d'exploitation de l'association.

Sur l'exercice 2021, dans le cadre du plan de relance, la convention pluriannuelle d'objectifs prévoyait une première subvention « socle » avec un objectif de 360 jeunes, suivie d'une subvention « première tranche » avec un objectif de 116 jeunes et d'une subvention « deuxième tranche » avec un objectif de 104 jeunes. La mission locale a déclenché la subvention « deuxième tranche » avec 83 jeunes sur la fin d'année 2021. Le suivi de ces jeunes est effectué sur une période de 12 mois ; un fonds dédiés a été constitué sur la « deuxième tranche » pour couvrir les coûts qui seront engagés sur l'exercice suivant. L'évaluation a été effectuée sur la base d'un prorata annuel à partir de la date

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

d'entrée du jeune, les coûts étant majorés sur le premier mois de suivi pour tenir compte des frais d'accueil.

Sur l'exercice 2022, l'association a pu accueillir 724 jeunes en Garantie jeunes ou en CEJ pour un objectif fixé à 610 jeunes. Le financement à percevoir a été comptabilisé sur la base de 1.650 € pour un jeune diplômé et à 1.900 € pour un jeune sans diplôme. Le dépassement de l'objectif fixé à 610 constitue donc un gain supplémentaire de 200 K€ pour la MLJ. Par ailleurs, dans le prolongement de la méthode retenue en 2021, un fonds dédiés a été constaté pour couvrir les frais de suivi des contrats qui seront engagés en 2023. Le calcul a été effectué sur la base des entrées du dernier trimestre, en estimant à 60% les frais qui seront à engager sur l'exercice suivant. Le montant de ce fonds dédié s'élève à 102 K€.

Sur l'exercice 2023, l'association a pu accueillir 713 jeunes en Garantie jeunes ou en CEJ dont 393 sans diplôme. Le financement à percevoir a été comptabilisé sur la base de 1.650 € pour un jeune diplômé et à 1.900 € pour un jeune sans diplôme. Par ailleurs, dans le prolongement de la méthode retenue en 2021, un fonds dédiés a été constaté pour couvrir les frais de suivi des contrats qui seront engagés en 2024. Le calcul a été effectué sur la base des entrées du dernier trimestre, en estimant à 60% les frais qui seront à engager sur l'exercice suivant. Le montant de ce fonds dédié s'élève à 147 K€.

Engagements en matière d'indemnités de fin de carrière

L'association évaluait ses engagements en matière de départ à la retraite sur la base des salariés ayant atteint plus de 4 ans d'ancienneté, en provisionnant l'indemnité complète. Il a été décidé à compter de l'exercice 2014 d'affiner l'évaluation de cette provision en tenant compte des éléments suivants:

La convention collective prévoit les indemnités suivantes:

- 5 à 10 ans d'ancienneté : 2 mois de salaire
- 10 à 20 ans d'ancienneté : 3 mois de salaire
- Plus de 20 ans d'ancienneté : 4 mois de salaire

L'indemnité probable a été calculée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèse d'actualisation des versements prévisibles. Les données suivantes ont été retenues:

- Taux d'actualisation : 3.1%
- Taux de croissance des salaires : 1.5%
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Taux de rotation du personnel : 0%
- Table de mortalité INSEE 2013
- Taux de charges sociales de 45%

Ainsi calculé, l'engagement de l'association au 31/12/2023 ressort à 80 720.33 € contre 98 461.58 € au 31/12/2022. La variation de 17 741.25 € a été comptabilisée en reprise de provisions pour risque

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

et charges.

Engagements financiers en garantie des emprunts

Dans le cadre des investissements immobiliers réalisés en 2021 et 2022, les prêts consentis par la Caisse d'Epargne font l'objet d'un privilège de prêteur de deniers pour 495 K€ et d'une promesse d'affectation hypothécaire pour 212 K€.

Prêt / Mise à disposition entre associations :

La Mission Locale Jeunes Alès Pays Cévennes et la Maison de l'Emploi travaillent de concert à l'accompagnement vers l'Emploi des usagers du territoire.

La mutualisation de l'espace informatique et de l'accueil en sont des exemples prégnants. Ainsi, en 2022, la Maison de l'emploi a contribué financièrement à ces actions mises en œuvre par la MLJ à hauteur de 27.000 €

Rémunération des dirigeants :

En l'absence de trois hauts cadres dirigeants, cette information n'est pas donnée car elle conduirait à fournir une information individuelle.

Annexe au Bilan

Etat exprimé en **euros**

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de **2 427 529** euros
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
 - un total produits de **3 335 168** euros
 - un total charges de **2 934 829** euros
 - dégage un résultat de **400 339** euros

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2023**
- finit le **31/12/2023**
- et a une durée de **12** mois.

Les notes (ou tableaux) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de **MISSION LOCALE JEUNES ALES - PAYS CEVENNES** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	6 430					6 430
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 430					6 430
CORPORELLES	Terrains	52 020					52 020
	Constructions sur sol propre	814 980					814 980
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement	229 710		160 170			389 880
	Instal technique, matériel outillage industriels	33 210					33 210
	Instal., agencement, aménagement divers	5 374					5 374
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	56 816					56 816
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours	51 398		108 772		160 170	
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 243 508		268 942		160 170	1 352 280	
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés	301 571		15		300 000	1 586
	Prêts et autres immobilisations financières	2 544					2 544
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	304 115		15		300 000	4 130
TOTAL		1 554 052		268 957		460 170	1 362 840

Amortissements

Etat exprimé en euros

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	6 430			6 430
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 430			6 430
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	27 580	37 483		65 063
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	11 353	40 681		52 034
	Instal technique, matériel outillage industriels	7 575	6 642		14 217
	Autres instal., agencement, aménagement divers	1 512	828		2 340
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	36 976	7 581		44 558
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		84 997	93 215		178 211
TOTAL		91 426	93 215		184 641

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	98 462		17 741	80 720
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	98 462		17 741	80 720
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
	TOTAL GENERAL	98 462		17 741	80 720
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles				17 741	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

31/12/2023

1 an au plus

plus d'1 an

CREANCES		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	2 544		2 544
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 500	1 500	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés	11 314	11 314	
	Divers	291 096	291 096	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	45 114	45 114	
	Charges constatées d'avance	42 299	42 299	
	TOTAL DES CREANCES	393 867	391 323	2 544
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

31/12/2023

1 an au plus

1 à 5 ans

plus de 5 ans

DETTES		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	645 079	36 827	149 172	459 080
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	81 112	81 112		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	35 776	35 776		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	114 296	114 296		
	Impôts sur les bénéfices	3 167	3 167		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	3 335	3 335		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes				
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	882 765	274 513	149 172	459 080
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	36 051			
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2022	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	472 781	442 576			915 357
Autres réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	442 576	(442 576)	400 339		400 339
Situation nette	915 357		400 339		1 315 696
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	915 357		400 339		1 315 696

Variation des Fonds Reportés

Etat exprimé en euros	Fonds reportés clôture 31/12/2022	Report	Utilisation	Fonds reportés clôture 31/12/2023
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
TOTAL				

Etat exprimé en euros	Fonds dédiés clôture 31/12/2022	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
NMDPJB CLASSIQUE	4 468		4 468		1 348	1 348	
NMDPJB MAIRIE ALES							
NMDPJB CD30	321		321				
FIPJ							
ALES AGGLOMERATION NMDPJB	645		645				
GARANTIE JEUNES	369 273		369 273		147 000	147 000	
Contributions financières d’autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	374 707		374 707		148 348	148 348	

--

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Total des Charges à payer		89 162
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		426
Intérêts C.N.E.	426	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		21 880
FOURNIS.FACT.NON PARVENUE	21 880	
Dettes fiscales et sociales		66 856
CONGES A PAYER	35 747	
ORG.SOC. CH./CONGES PAYES	18 027	
ORG.SOC. CHARGES A PAYER	13 082	

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2023
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			42 299
ASSURANCES		6 065	
VENI VIDI COMMUNICATION 2024		30 223	
SYNDIC APPEL 1TR2024		3 545	
GRENKE LOCATION		2 466	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			42 299

--

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros		31/12/2023
Total des Produits à recevoir		314 481
Autres créances		314 481
ORG.SOC. PROD.A RECEVOIR	1 500	
DIRECCTE	158 225	
CR34 REGION OCCITANIE	80 442	
ALES AGGLOMERATION	17 000	
LOGIS CEVENOL	17 467	
CPAM 30	13 200	
ARS	4 762	
DEBIT.CRED.DIV.PROD.A REC	21 885	

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2023
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			

Legs, donations et assurances-vie

Etat exprimé en **euros**

31/12/2023

31/12/2022

PRODUITS Montant perçu au titre d'assurances-vie Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9 Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations Total des produits		
CHARGES Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés Report en fonds reportés liés aux legs ou donations Total des charges		
SOLDE		

Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2023	31/12/2022
Dons en nature		
Prestations en nature	4 800	4 800
Bénévolat	4 800	4 800
Total	4 800	4 800

Répartition par nature de charges	31/12/2023	31/12/2022
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens Local St Ambroix	4 800	4 800
Prestations	4 800	4 800
Personnel bénévole		
Total	4 800	4 800

Annexe libre

Etat exprimé en euros

DETAIL DES SUBVENTIONS

Annexe libre

Etat exprimé en euros

1MISSION - MISSION LOCALE JEUNES ALES - PAYS CEVENNES

Balance des comptes généraux

Sans les comptes soldés
sur N et N-1

Edition Provisoire

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

Exprimé en euros

N° Compte	Intitulé	Rév. Sup.	Débit	Sld 31/12/2022		Sld 31/12/2021
				Créditeur		
741100	DIRECCTE FONCTIONNEMENT			571 256,00		-1 298 863,00
741100002	DIRECCTE GARANTIE JEUNES, C.E.J	✓		1 267 850,00		-132 800,00
741100007	DIRECCTE PARRAINAGE	✓		18 300,00		-17 690,00
741103	DIRECCTE OBLIGATION DE FORMATION			52 213,00		-53 212,00
741200	ETAT CGET CT VILLE NMDPJB	✓		12 700,00		-12 720,00
741200005	ETAT CGET CT VILLE AES	✓		5 500,00		-7 500,00
741200007	ETAT CGET CT VILLE PARRAINAGE	✓		4 575,00		-3 050,00
743100	CR34 OCCITANIE FONCTIONNEMENT	✓		109 083,00		-109 083,00
743100002	CR34 OCCITANIE AES POLITIQUE DE LA VILLE	✓		3 000,00		-3 000,00
743100006	CR34 OCCITANIE EEJ	✓		21 000,00		-21 000,00
744020	SUBVENTION CONSEIL DEPARTEMENTAL			30 000,00		-16 000,00
744100003	CD 30 CT VILLE NMDPJB	✓		4 500,00		-4 500,00
744100005	CD 30 CT VILLE AES	✓		4 500,00		-4 500,00
745100001	ALES AGGLO FONCTIONNEMENT	✓		150 000,00		-158 200,00
745100005	DPV VILLE D'ALES AES	✓		7 500,00		-3 000,00
745100008	ALES AGLO DVPT DU TERRITOIRE	✓		30 000,00		-30 000,00
745110	SUBVENTION CV ALES AGGLO NMDPJB	✓		3 500,00		-3 000,00
745200	CC DE CEZE CEVENNES FONCTIONNT	✓		21 610,00		-21 610,00
745200003	CC DE CEZE CEVENNES NMDPJB	✓				-1 000,00
745200005	CC DE CEZE CEVENNES AES	✓				-1 000,00
746200	POLE EMPLOI SUIVI DELEGUE	✓		130 057,05		-135 148,00
746300	CPAM SANTE	✓		6 600,00		-6 600,00
746400	ARS EEJ ET SANTE	✓		10 000,00		-10 000,00
755110	CONTRIBUTION FINANCIERE MDE MOBIL JOB	✓		10 000,00		-15 000,00
755120	CONTRIBUTION MDE - SALAIRE PLATEFORME INFORMATIQUE	✓		12 000,00		-12 000,00
755130	CONTRIBUTION LOGIS CEVENOL NMDPJB	✓		22 331,11		-28 340,25
755140	ARML ITINERAIRE METIERS	✓				-5 505,00
Total Classe 7				2 508 075,16		-2 113 321,25
				2 508 075,16		
Total Bilan						
Total Gestion - Bénéfice 2 508 075,16				2 508 075,16		-2 113 321,25
				2 508 075,16		
Total Cumulé				2 508 075,16		-2 113 321,25
				2 508 075,16		